

REVUE EUROPEENNE

Dans ma dernière revue — qui par suite d'un malentendu se trouve vieille de deux mois — je parlais des projets d'alliance austro-anglo-française que l'on prêtait au maréchal MacMahon, et je disais que ces projets me paraissaient pour le moins prématurés. Je trouve dans la correspondance d'Orient de la *Revue Britannique* un passage assez remarquable sur cette question et je m'empresse de le transcrire, car il me paraît plein de ce bon sens, qui est le génie de la politique.

“ Au point de vue économique, dit l'écrivain, les intérêts de la France sont identiques à ceux du reste du continent européen. Si sa puissance militaire a perdu de son prestige, sa puissance financière en a immensément gagné. En dehors de l'Angleterre, il n'y a qu'elle qui puisse fournir les fonds nécessaires à la réalisation des plans de la Russie, et elle est intéressée à ne pas les refuser, parce que l'affaire sera bonne et que son commerce s'en accroîtra dans d'immenses proportions. Le jour où l'on aura besoin de ses capitaux, on lui fera donc la part aussi belle qu'elle le voudra. Aussi quand même elle serait moins formidablement organisée pour la défensive qu'elle ne l'est en ce moment, on peut être sûr que l'Europe ne laisserait pas dévaliser une seconde fois la seule nation dont les riches épargnes lui permettent de serouer le joug financier et commercial que l'Angleterre fait depuis longtemps peser sur elle. Cette fois elle défendrait sa caisse.

“ De plus, des deux seuls partis logiques que compte la France, celui de la tradition monarchique est en excellents termes avec la Russie, qui a toujours énergiquement soutenu la branche aînée des Bourbons et ne laisse échapper aucune occasion de lui témoigner ses sympathies ; quant au parti républicain qui s'est toujours appuyé sur l'Allemagne, on ne l'entraînera jamais dans une nouvelle lutte contre la Prusse et contre tous nos intérêts économiques, sans compter les dangers de toutes sortes qu'il y aurait à affronter une coalition italo-germano-russe sans autre appui effectif que celui de l'Angleterre, puisque dans les circonstances où se trouve la monarchie austro-hongroise, l'Italie